

AFFAIRE DU GROUPE CNAN

Lourdes peines prononcées

Contre toute attente, des peines jugées «très lourdes» ont été prononcées cette fin de semaine contre les mis en cause dans l'affaire du groupe Cnan. Ainsi, le verdict prononcé par le juge Belkharchi lors de ce procès en appel a soulevé l'étonnement de la défense qui a décidé aussitôt de se pourvoir en cassation.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le verdict prononcé par le juge de la cinquième chambre criminelle près la cour d'Alger à l'encontre de la vingtaine de personnes poursuivies dans l'affaire du groupe Cnan est toujours au centre de l'actualité judiciaire.

Pour un grand nombre d'avocats, le verdict rendu par le magistrat Belkharchi ne «s'appuie sur aucune preuve attestant la culpabilité des mis en cause». Ainsi, l'ex-P-dg a vu sa peine confirmée en appel, soit cinq années de prison ferme, les autres inculpés ont écopé, pour certains d'entre eux, de peines de prison ferme, alors qu'ils ont été condamnés à de la prison avec sursis, tandis que ceux qui ont bénéficié de la relaxe ont été condamnés à la prison avec sursis. Pour rappel, lors du procès qui a eu lieu en septembre dernier en première instance, le tribunal correctionnel relevant du Pôle judiciaire spécialisé du Centre avait prononcé des peines allant de cinq ans de prison ferme à un an avec sursis.

Ainsi, l'ex-P-dg du groupe Cnan avait écopé de cinq ans de prison ferme, alors que son prédécesseur avait été condamné à deux ans de prison. M. Boumbar avait retrouvé sa liberté il y a de cela une quinzaine de jours, soit

avant que le verdict du procès en appel ne soit prononcé par la cour d'Alger. La même instance a prononcé des acquittements au profit de huit mis en cause, alors que l'homme d'affaires égyptien, qui a conclu la transaction avec le groupe Cnan,

après sa validation par le Conseil de participation de l'Etat (CPE), a été condamné à six ans de prison ferme par contumace. Un mandat d'arrêt international a été également prononcé à son encontre par le juge en charge de l'affaire.

Il est à rappeler que le procureur de la République avait requis tant en première instance qu'en appel des peines de prison allant de huit à dix ans de prison ferme.

A. B.



Photo : Samir Sid

Le procès des anciens cadres du groupe Cnan s'est achevé cette fin de semaine.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les contingents de marchandises en provenance de l'UE libérés

Les domiciliations des importations des produits contingentés dans le cadre de l'Accord d'association avec l'Union européenne sont ouvertes.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le ministère du Commerce a envoyé une correspondance à la Banque d'Algérie en vue d'ouvrir les domiciliations des importations des produits contingentés dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne, a annoncé hier dans un communiqué le cabinet de Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme et ministre par intérim du Commerce.

Cela s'applique également aux produits soumis aux quotas comme les produits agricoles pour lesquels les deux partenaires, l'Algérie et l'Union européenne, se sont accordés des

concessions réciproques. D'habitude, ces domiciliations sont ouvertes au mois de janvier mais, elles ont pris deux mois de retard cette année à cause des lenteurs observées au niveau des départements ministériels concernés.

En effet, le gouvernement s'est fixé des objectifs en matière de limitation des importations et l'examen des listes des produits à interdire d'importation s'est heurté aux engagements internationaux de l'Algérie d'une part et aux pénuries sur le marché d'autre part.

L'on se souvient dans ce contexte de la polémique susci-

tée par le maire de Nice Christian Estrosi qui a demandé au Premier ministre de son pays à ce que l'Algérie réserve aux agriculteurs de sa région un quota pour pouvoir écouler leurs pommes en Algérie. Le ministre algérien de l'Agriculture n'a pas tardé à répliquer, indiquant que la production algérienne de ce fruit couvre largement les besoins du marché.

Ainsi, la situation s'est débloquée pour les marchandises en provenance de l'Union européenne. Le communiqué du cabinet de Abdelmadjid Tebboune a réitéré l'engagement de l'Algérie à respecter ses accords internationaux en matière de commerce, l'Accord d'association avec l'Union européenne notamment.

Il convient enfin de rappeler que le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme et ministre par intérim du Commerce a déclaré qu'en matière d'importation, le gouvernement table sur une réduction de 15 milliards de dollars en 2017. Un objectif facilement atteignable selon lui, puisque l'Algérie importe annuellement pour 7,5 milliards de produits superflus.

La semaine dernière, le ministère du Commerce a accordé des licences d'importation des bananes à cinq opérateurs. Pour Tebboune, «le dispositif des licences ne signifie pas interdiction d'importation mais, un contrôle rigoureux de la qualité et des quantités des marchandises importées».

L. H.

TOURISME

Un décret exécutif soumis au gouvernement

Au moment où le secteur de la culture agonise sous les effets de la précarité et où la capitale frémit sous le bruit des rideaux de commerce qui ferment à partir de 17 heures, les ministres concernés pour réanimer les secteurs porteurs du tourisme soumettent un décret exécutif dans ce sens.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Un décret exécutif portant des mesures de promotion du secteur du tourisme a été soumis au gouvernement, mettant en exergue les procédures de création d'agences de voyages, selon les déclarations du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Nouri, lors de la conférence de presse, à l'occasion de l'ouverture du 21^e Salon international de l'artisanat et des métiers, en compagnie de la ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou.

Le ministre a précisé que ce nouveau décret constitue «un nouveau jalon visant à améliorer

la performance des opérateurs dans le domaine du tourisme, notamment les responsables des agences pour que ces derniers effectuent leur tâche conformément aux normes en vigueur», mettant en avant l'impératif de «réformer le système juridique à travers sa réactualisation afin de faciliter les mesures au profit de tous les opérateurs à l'effet de relancer et promouvoir le secteur du tourisme», rappelant les efforts consentis par le secteur «traçant des programmes ambitieux pour pallier les lacunes enregistrées soit dans le domaine touristique ou artisanal», tout en appelant à relancer le secteur pour pouvoir adhérer au tourisme mondial et être plus présent sur les marchés internationaux».

Il a également qualifié le Salon d'«opportunité pour tous les artisans et opérateurs pour la promotion du produit artisanal», ajoutant que l'artisanat «est une nécessité au développement de l'économie et du tourisme».

Quant à la situation du tourisme en Algérie, le ministre n'a



Nouri vise à améliorer la performance des opérateurs.

pas manqué de pointer du doigt les lacunes enregistrées concernant l'hébergement et les services, rappelant «l'intérêt accordé à ce secteur par le président de la République dans son programme de développement».

Il a rappelé, à ce propos, que le nombre de projets touristiques comprend 1 600 projets approuvés, dont les établissements hôteliers en cours de réa-

lisation, qui s'élève à 580 hôtels comptant parmi ces derniers un nombre de 65 hôtels publics en cours de travaux de réhabilitation, afin de les adapter aux normes en vigueur.

Il a également souligné que dans le cadre du tourisme dans le sud du pays, «des efforts sont actuellement consentis pour relancer ce tourisme», ajoutant que «la relance et la promotion du tourisme saharien nécessi-

tent l'élaboration d'un programme d'action, notamment en ce qui concerne l'ouverture de circuits aux touristes et la réalisation de nouveaux établissements touristiques», insistant sur le renforcement des investissements dans la région du Sud.

Il est également revenu sur le projet de modernisation d'hôtels publics dans les régions de Tamanrasset et de In Salah, appelant à la généralisation des projets touristiques dans ces régions, notamment à Timimoun, Taghit, Djanet, Biskra, Ouargla et Ghardaïa, dans le but de promouvoir la destination Sud.

Revenant au Salon de l'artisanat, Aïcha Tagabou a indiqué que ce Salon permet de situer la qualité du produit artisanal algérien, appelant les artisans à enrichir, améliorer et diversifier leurs produits afin de les promouvoir.

Ce Salon organisé sous le slogan «L'artisanat au cœur de l'économie» compte pas moins de 419 artisans venus de 61 pays.

M. A.-S.

Photo : Samir Sid